

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE
DE METZ

RECEPISSE DE DEPOT

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
31 RUE DU CAMBOUT - CS 20223 - 57000 METZ
Ouvert au public de 8h30 à 11h45
tél 03.87.36.60.98 de 14h à 16h sauf mercredi

KPMG

2 rue PIERRE SIMON DE LAPLACE
BP 65811
57078 METZ CEDEX 03

V/REF :

N/REF : 2012 B 585 / 2016-A-3120

Le Greffier du Tribunal d'Instance DE METZ certifie qu'il a reçu le 14/06/2016, les actes suivants :

Procès-verbal d'assemblée en date du 31/05/2016

- Augmentation du capital social
- Changement de président
- Changement de directeur général

Statuts mis à jour en date du 31/05/2016

Concernant la société

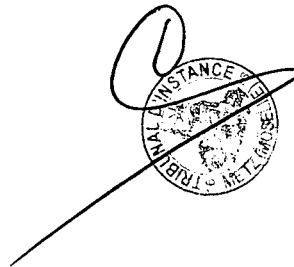
12ème BORNE
Société par actions simplifiée
6 place de la République
57590 Delme

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2016-A-3120 le 28/06/2016

R.C.S. METZ TI 387 886 245 (2012 B 585)

Fait à METZ le 28/06/2016,

LE GREFFIER



12ème BORNE
Société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros
Siège social : 6 Place de la République
57590 DELME
387 886 245 RCS METZ

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 31 MAI 2016

DEPOSE AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ
Sous le n° 161A3120

14 JUIN 2016

Le

Le Greffier

Le 31 mai 2016,
A 10 heures 30,

Les associés de la société 12ème BORNE se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 6 Place de la République à 57590 DELME, sur convocation faite à chaque associé.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque associé participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Bernard FRANCOIS, en sa qualité de Président de la Société.

Monsieur Thomas DE GELAEN-FRANCOIS est désigné comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents ou ayant donné pouvoir possèdent 8 200 actions sur les 8 200 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés,
- la feuille de présence et la liste des associés,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Président,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Président,
- Augmentation du capital social de 500 euros par la création de 410 actions nouvelles de numéraire ; conditions et modalités de l'émission,
- Décision à prendre quant à une éventuelle augmentation du capital social réservée aux salariés,
- Réalisation définitive de l'augmentation de capital dans les conditions fixées par l'Assemblée et agrément du nouvel associé,
- Modification corrélative des statuts,
- Nomination d'un nouveau Président en remplacement de Monsieur Bernard FRANCOIS, Président démissionnaire,
- Nomination d'un nouveau Directeur Général en remplacement de Monsieur Jean FRANCOIS, Directeur Général démissionnaire,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Président.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et constaté que le capital social était entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social d'une somme de 500 euros pour le porter de 10 000 euros à 10 500 euros, par l'émission 410 actions nouvelles de numéraire de 1,2195 euros de nominal chacune.

Lés actions nouvelles seront émises au prix de 36,58536 euros par titre, comprenant 1,2195 euros de valeur nominale et 35,36585 euros de prime.

La valeur nominale et la prime d'émission seront libérées en totalité lors de la souscription des actions.

Le montant global de la prime d'émission sera porté à un compte spécial de réserves dit « prime d'émission », sur lequel porteront les droits des associés propriétaires des actions tant anciennes que nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'Assemblée Générale.

Les actions souscrites pourront être libérées en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

En cas de distribution de dividendes au titre de l'exercice en cours, les actions nouvelles donneront droit au paiement des dividendes au même titre que les actions anciennes, au prorata des droits des associés dans le capital.

Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Les associés pourront renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription dans les conditions prévues par la loi.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés à la BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE, Agence de DELME (57) qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L. 225-146 du Code de commerce.

En cas de libération par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, le Président établira un arrêté de compte.

Le Président aura tous les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'augmentation de capital, recevoir les souscriptions et effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, constater les libérations par compensation, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement, prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la réalisation définitive de cette augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant sur le rapport du Président, constate que les associés ont été régulièrement avisés par le Président de leur droit de préférence à la souscription des actions nouvelles mais qu'ils ont souhaité renoncer individuellement à ce droit et réserver la souscription de la totalité de l'augmentation de capital, sous réserve de son agrément par l'Assemblée Générale, à :

Mademoiselle Laura ROLLIN,
Née le 25 avril 1987 à WOIPPY (57),
De nationalité française,
Demeurant 6 Place de la République à 57590 DELME.

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale déclare autoriser la souscription et décide d'agréer expressément le tiers souscripteur en qualité de nouvel associé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, en conséquence des résolutions précédentes, constate la clôture de la souscription puisque toutes les actions ont été souscrites par le tiers souscripteur auquel la présente augmentation de capital a été proposée, et décide de réserver l'émission des 410 actions nouvelles à Mademoiselle Laura ROLLIN, à concurrence de 410 actions nouvelles.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

QUATRIEME RESOLUTION

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce de réserver aux salariés de la Société une augmentation de capital par émission d'actions de numéraire aux conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

En conséquence, l'Assemblée Générale décide que le Président dispose d'un délai maximum d'un mois pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues aux articles L. 3332-1 à L. 3332-8 du Code du travail, autorise le Président à procéder, dans un délai maximum de trois mois à compter de la réunion de l'Assemblée Générale, à une augmentation de capital en une ou plusieurs fois, par émission d'actions réservées aux salariés adhérant audit plan d'épargne d'entreprise, et réalisée conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail et décide en conséquence de supprimer au profit des salariés de la Société le droit préférentiel de souscription des associés auxdites actions nouvelles.

Le prix d'émission des actions émises sur le fondement de la présente autorisation sera fixé par le Président, conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente délégation et la réalisation de l'augmentation de capital et à cet effet, de fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance, de fixer, dans les limites légales, les conditions de l'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits et les délais et modalités de libération des actions nouvelles, de constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence des actions souscrites et procéder aux modifications corrélatives des statuts et enfin de procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de l'augmentation de capital.

Cette résolution est rejetée à l'unanimité des associés.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate que les 410 actions nouvelles composant l'augmentation de capital ont été intégralement souscrites et libérées en totalité des versements exigibles comme suit :

- Par Mademoiselle Laura ROLLIN : - à concurrence de 500 euros correspondant à 410 actions nouvelles de 1,2195 euros chacune de nominal,
- à concurrence de 14 500 euros correspondant à la prime d'émission de 35,36585 euros par action,

Soit le versement total de la somme de 15 000 euros, en numéraire.

L'Assemblée Générale constate en outre que :

- la somme totale de 500 euros, au titre des actions nouvelles, correspondant au montant des souscriptions en numéraire, a été déposée à la BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE, Agence de DELME (57), qui a établi en date du 26 mai 2016, un certificat de dépôt prévu par la loi dont une copie est annexée aux présentes.
- la somme totale de 14 500 euros, correspondant au montant global de la prime démission a également déposée à la BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE, Agence de DELME (57) et qu'elle doit être portée à un compte spécial de réserves dit « prime d'émission »,
- l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée,
- le nouvel associé prendra part au vote des résolutions suivantes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

SIXIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale, qui a constaté la réalisation régulière et définitive de l'augmentation de capital à compter de ce jour, décide de modifier les articles 6 et 8 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 6. APPORTS

Le début de l'article reste inchangé.

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

Apports en cours de vie sociale

« Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 31 mai 2016, le capital social a été augmenté en numéraire et porté d'une somme de 10 000 euros à 10 500 euros par la création de 410 actions nouvelles intégralement souscrites et libérées en totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission ».

ARTICLE 8. CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de **dix mille cinq cents euros (10 500 euros)**.

Il est divisé en 8 610 actions d'égale valeur, entièrement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 8 610 inclus, attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur René FRANCOIS

A concurrence de 50 actions portant les numéros 1 à 50,

- Monsieur Bernard FRANCOIS

A concurrence de 50 actions portant les numéros 51 à 100,

- Monsieur Jean FRANCOIS

A concurrence de 50 actions portant les numéros 101 à 150,

- Monsieur Michel FRANCOIS

A concurrence de 50 actions portant les numéros 151 à 200,

- Monsieur Thomas DE GELAEN-FRANCOIS

A concurrence de 8 000 actions portant les numéros 201 à 8 200,

- Mademoiselle Laura ROLLIN

A concurrence de 410 actions portant les numéros 8 201 à 8 610,

Total égal au nombre d'actions composant le capital social : 8 610. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prenant acte de la démission de Monsieur Bernard FRANCOIS de son mandat de Président, à compter de ce jour, nomme en qualité de nouveau Président, pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration de la Société :

Monsieur Thomas DE GELAEN-FRANCOIS,

Né le 16 janvier 1988 à HALLE (Belgique),

De nationalité française,

Demeurant 6 Place de la République à 57590 DELME.

Le nouveau Président exercera sa fonction dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Monsieur Thomas DE GELAEN-FRANCOIS, présent à l'Assemblée, déclare qu'il accepte les fonctions de Président et qu'il n'est frappé par aucune mesure ou disposition susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prenant acte de la démission de Monsieur Jean FRANCOIS de son mandat de Directeur Général, à compter de ce jour, nomme en qualité de nouveau Directeur Général, pour la durée restant à courir jusqu'à l'expiration de la Société :

Mademoiselle Laura ROLLIN,
Née le 25 avril 1987 à WOIPPY (57),
De nationalité française,
Demeurant 6 Place de la République à 57590 DELME.

Conformément aux dispositions des statuts, Mademoiselle Laura ROLLIN disposera des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

En aucun cas le Directeur Général n'aura le droit de représenter la Société à l'égard des tiers.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Mademoiselle Laura ROLLIN, présente à l'Assemblée, déclare qu'elle accepte les fonctions de Directeur Général et qu'elle n'est frappée par aucune mesure ou disposition susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

NEUVIEME RESOLUTION

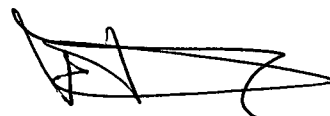
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Copie certifiée conforme
Le nouveau Président
Thomas DE GELAEN-FRANCOIS



Enregistré à : S.I.E. DE METZ CENTRE - POLE ENREGISTREMENT

Le 06/06/2016 Bordereau n°2016/539 Case n°5

Ext 3315

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agente administrative des finances publiques

DUPLICATA


Béatrice MARSOP



BANQUE POPULAIRE
ALSACE
LORRAINE
CHAMPAGNE

BANQUE & ASSURANCE

Banque Populaire
Alsace Lorraine Champagne
2/4 rue de la République
57590 DELME

à Delme, le 26 mai 2016

ATTESTATION de VERSEMENT

Madame, Monsieur,

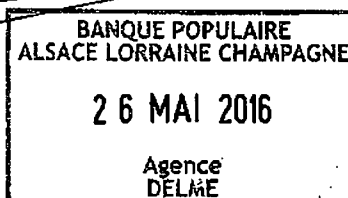
Par la présente, nous soussignons, Banque Populaire Lorraine Alsace Lorraine Champagne, attestons par la présente, que le compte de SAS 12^{ème} BORNE, société sise Place de la République, 57590, DELME, a bien été crédité de la somme de 15 000€ sur le compte 0182100618 domicilié dans nos livres. Cette somme provenant de Mlle ROLLIN Laura vise à l'augmentation d'une partie du Capital de SAS 12ème BORNE au nom de Mlle ROLLIN.

Je vous prie d'agréer, Madame Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour l'Agence de DELME

Mathieu VOGIN
Directeur d'Agence

Mélanie NONDIER
Conseillère Particuliers





BANQUE POPULAIRE
ALSACE
LORRAINE
CHAMPAGNE
BANQUE & ASSURANCE

Banque Populaire
Alsace Lorraine Champagne
2/4 rue de la République
57590 DELME

à Delme, le 26 mai 2016

ATTESTATION de VERSEMENT

Madame, Monsieur,

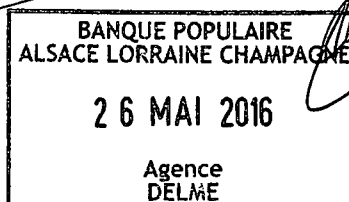
Par la présente, nous soussignons, Banque Populaire Lorraine Alsace Lorraine Champagne, attestons par la présente, que le compte de SAS 12^{ème} BORNE, société sise Place de la République, 57590, DELME, a bien été crédité de la somme de 15 000€ sur le compte 0182100618 domicilié dans nos livres. Cette somme provenant de Mlle ROLLIN Laura vise à l'augmentation d'une partie du Capital de SAS 12^{ème} BORNE au nom de Mlle ROLLIN.

Je vous prie d'agréer, Madame Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

Pour l'Agence de DELME

Mathieu VOGIN
Directeur d'Agence

Mélanie NONDIER
Conseillère Particuliers



12ème BORNE
Société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros porté à 10 500 euros
Siège social : 6 Place de la République
57590 DELME
387 886 245 RCS METZ

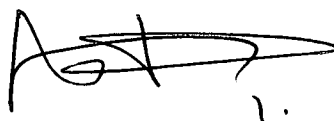
LISTE DES SOUSCRIPTEURS D' ACTIONS

La somme de 500 euros représentant le montant total des apports en numéraire a été versé par le nouveau souscripteur :

SOUSCRIPTEUR	NBRE D' ACTIONS SOUSCRITES	MONTANT TOTAL DES VERSEMENTS EFFECTUES
Melle Laura ROLLIN 6 Place de la République 57590 DELME	410 actions	500 euros (+ 14 500 euros de prime d'émission)
TOTAUX	410 actions	500 euros (+ 14 500 euros de prime d'émission)

Certifiée exacte, sincère et véritable la présente liste des souscripteurs par Monsieur Thomas DE GELAEN-FRANCOIS, nouveau Président de la société 12^{ème} BORNE.

Fait à DELME
Le 31 mai 2016
En 2 exemplaires originaux



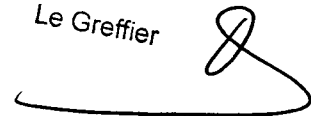
12ème BORNE
Société par actions simplifiée au capital de 10 500 euros
Siège social : 6 Place de la République
57590 DELME
387 886 245 RCS METZ

DEPOSE AU GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE DE METZ
Sous le n°

Le

16 1A13120
14 JUIN 2016

Le Greffier



STATUTS MIS A JOUR SUIVANT

**DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 31 MAI 2016**

- Augmentation du capital social d'une somme de 500 euros pour le porter de 10 000 euros à 10 500 euros par l'émission de 410 actions nouvelles de numéraire,
- Mise à jour corrélative des statuts.

Copie certifiée conforme
Le nouveau Président
Thomas DE GELAEN-FRANCOIS



PREMIERE PARTIE - STATUTS

TITRE I - CARACTERISTIQUES

ARTICLE 1 . FORME

La société a la forme d'une société par actions simplifiée régie par le livre II, titre I et titre II chapitre VII du Code de commerce et les présentes.

Elle pourra être pluripersonnelle ou unipersonnelle et ne pourra pas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 . OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'exploitation d'un fonds de commerce de café-restaurant-hôtel-traiteur situé à DELME (57590) - 6 Place de la République.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

La participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 3. DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : 12^{ème} BORNE

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, et du numéro d'identification SIREN, puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

ARTICLE 4. SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à DELME (57590), 6 Place de la République.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même Commune par simple décision de la présidence, sous réserve de ratification par la prochaine décision collective, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5. DURÉE

La durée de la société est de QUATRE-VINGT DIX NEUF années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, les associés devront être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut de consultation dans ce délai, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de Justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus. La décision de prorogation doit être prise à la majorité requise pour la modification des statuts.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6. APPORTS

Ainsi qu'il a été dit ci-devant, les associés vont apporter l'ensemble des éléments d'actif et de passif affectés à ladite exploitation et notamment ce qui suit :

I - L'usufruit temporaire expirant le 31 décembre 2027, d'une maison à usage de commerce sise à DELME (MOSELLE) 57590 6 Place de la République,

Figurant au cadastre savoir :

Préfixe	Section	N°	Désignation	Surface
	1	105	"Place de la République"	00 ha 03 a 00 ca
	1	106	"Place de la République"	00 ha 05 a 77 ca

Total surface : 00 ha 08 a 77 ca

Lequel droit incorporel est retenu pour sa valeur nette comptable soit : QUARANTE SIX MILLE TRENTE CINQ EUROS (46.035,00 €)

II - L'ensemble des éléments affectés à l'activité de café-hôtel-restaurant-traiteur dénommé « A la 12^{ème} Borne » et exploité à DELME - 6, Place de la République, savoir :

- les concessions, brevets et droits similaires estimés à 2132,00
 - le fonds de commerce d'hôtel-restaurant café-hôtel-restaurant-traiteur dénommé « A la 12^{ème} Borne » et exploité à DELME - 6, Place de la République, pour l'exploitation duquel, pour lequel l'indivision en tant que société de fait est immatriculée sous le numéro 387 886 245 00019 code APE 5510Z, comprenant :

* le nom commercial,	
* la clientèle	
* l'achalandage	
* le droit à la ligne téléphonique	
* site internet	
Le tout estimé à	8308,00
- les installations techniques, matériel et outillage tels que le tout résulte des comptes clos au 30 septembre 2010, estimés à	18735,00
- les autres immobilisations corporels tels que le tout résulte des comptes clos au 30 septembre 2010, estimés à	11519,00
- les titres immobilisés, savoir	
##	
Estimés à	46,00
- les autres immobilisations financières, savoir	
##	
Estimés à	4511,00
- les marchandises existant dans le fonds au 30 septembre 2010, pour une valeur de	23914,00
- les créances sur les clients et comptes rattachés	21119,00
- les autres créances	10674,00
- les disponibilités	55733,00
- les charges constatées d'avance	3160,00
Total	<u>159.851,00</u>

TOTAL GENERAL DE L'ACTIF : DEUX CENT CINQ MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT SIX EUROS (205.886,00 €)

A charge pour la société bénéficiaire de l'apport de supporter le passif afférent à l'entreprise apportée, savoir :

- les dettes et emprunts auprès des établissements de crédits	
Estimés à	76009,00
- les dettes fournisseurs et comptes rattachés,	
Estimés à	61643,00
- les dettes fiscales et sociales	58234,00
Total passif	<u>195886,00</u>

TOTAL DU PASSIF : CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT SIX EUROS (195.886,00 €)

VALEUR NETTE DE L'APPORT : DIX MILLE EUROS (10.000,00 €)

ORIGINE DE PROPRIETE

L'immeuble dont dépend l'usufruit objet des présentes était inscrit au Livre Foncier de DELME au nom de :

- Monsieur René FRANCOIS pour ¼
- Monsieur Bernard FRANCOIS pour ¼
- Monsieur Jean FRANCOIS pour ¼
- Monsieur Michel FRANCOIS pour ¼
- Madame Yvette LALLEMENT pour la totalité en usufruit

1°) Originellement

L'immeuble appartenait à Monsieur Marcel FRANCOIS et Madame Yvette LALLEMENT, son épouse, en communauté de biens pour l'avoir acquis, savoir :

- la parcelle cadastrée sous section 1 n°105, de Madame veuve Camille GRANDSIRE, suivant acte reçu par Maître GARNIER, alors notaire à ROMBAS et gérant de l'étude de DELME, le 18 décembre 1975

- la parcelle cadastrée sous section 1 n°106, pour en avoir fait l'acquisition des consorts FELTIN, suivant acte reçu par Maître BESTIEN, alors notaire à DELME, le 06 mars 1954.

Le fonds de commerce appartenait aux époux FRANCOIS-LALLEMENT pour en avoir fait l'acquisition avec l'immeuble édifié sur la parcelle cadastrée section 1 n°106.

2°) Décès de Monsieur Emile Marcel FRANCOIS

Monsieur Emile Marcel FRANCOIS, en son vivant hôtelier-restaurateur, époux de Madame Yvette Renée LALLEMENT est décédé à METZ, le 23 octobre 1991, en laissant pour succéder :

- son épouse survivante, Madame Yvette Renée LALLEMENT, pour l'usufruit de l'ensemble de sa succession,

aux termes d'une donation entre époux reçue par Maître Maurice VAUTRIN, alors notaire à DELME, le 22 janvier 1970 et option de la donataire contenue dans l'affirmation sacramentelle reçue par Maître Michèle SCHWARTZ, alors notaire à DELME, le 30 octobre 1991 :

- ses quatre fils, chacun pour un quart en nue propriété, savoir :

- Monsieur René Jean Marcel FRANCOIS
- Monsieur Bernard Emile FRANCOIS
- Monsieur Jean FRANCOIS
- Monsieur Michel FRANCOIS

Ainsi que ces quotités résultent d'un certificat d'hérédité délivré par le Tribunal d'Instance de CHATEAU-SALINS, le 14 novembre 1991, sous numéro VI-192/91

3°) Donation du 5 mars 1992

Aux termes d'un acte de donation reçu par Maître Pierre OLLAND, alors notaire à ROMBAS, le 5 mars 1992 Madame veuve Yvette François a fait donation à ses quatre enfants de la moitié indivise en nue-propriété de la maison à usage commercial et de la moitié en toute propriété et de l'autre moitié usufruit du fonds de commerce de café-restaurant-hôtel ci-dessus désignés.

De sorte que lesdits biens se trouvaient appartenir à, savoir :

- Le fonds de commerce

- Monsieur René FRANCOIS pour ¼
- Monsieur Bernard FRANCOIS pour ¼
- Monsieur Jean FRANCOIS pour ¼
- Monsieur Michel FRANCOIS pour ¼

- L'immeuble

▪ Madame Yvette FRANCOIS, née LALLEMENT pour la totalité en usufruit

- Monsieur René FRANCOIS pour ¼ en nue propriété
- Monsieur Bernard FRANCOIS pour ¼ en nue propriété
- Monsieur Jean FRANCOIS pour ¼ en nue propriété
- Monsieur Michel FRANCOIS pour ¼ en nue propriété

4°) Décès de Madame Yvette Renée LALLEMENT

Madame Yvette Renée LALLEMENT, veuve en uniques noces de Monsieur Emile Marcel FRANCOIS est décédée à DELME, le 18 mai 2004, en laissant pour lui succéder, ses quatre enfants ci-dessus plus amplement nommés, ensemble pour la totalité ou chacun divisément pour un quart.

5°) Apport de la nue-propriété de l'immeuble à une SCI

Aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné le 27 septembre 2011, les comparants aux présentes ont fait apport de la nue-propriété de l'immeuble sous réserve d'un usufruit temporaire expirant le 31 décembre 2027, conservés par eux à l'actif de la société de fait, à une société civile immobilière dénommée SCI B12.

De sorte que l'immeuble se trouve aujourd'hui appartenir aux comparants aux présentes chacun pour un quart en pleine propriété.

Pour l'origine de propriété plus ample, les parties déclarent se référer aux annexes du livre foncier y relatives.

Apports en cours de vie sociale

Suivant actes de donation du 18 juin 2012, Messieurs René FRANCOIS, Bernard FRANCOIS, Jean FRANCOIS et Michel FRANCOIS ont fait donation chacun à Monsieur Thomas DE GELAEN-FRANCOIS de la pleine propriété de 2 000 actions de la société 12ème BORNE.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés du 31 mai 2016, le capital social a été augmenté en numéraire et porté d'une somme de 10 000 euros à 15 000 euros par la création de 410 actions nouvelles intégralement souscrites et libérées en totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission.

ARTICLE 7. NON APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Compte tenu de la libre-négociabilité des actions, les dispositions de l'article 1832-2 du Code civil imposant à l'apporteur de biens communs d'aviser son conjoint et conférant à ce dernier la possibilité de revendiquer la qualité d'actionnaire, ne sont pas applicables à la société par actions simplifiée.

ARTICLE 8. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix mille cinq cents euros (10 500 euros).

Il est divisé en 8 610 actions d'égale valeur, entièrement souscrites et libérées, numérotées de 1 à 8 610 inclus, attribuées et réparties comme suit :

- Monsieur René FRANCOIS
A concurrence de 50 actions, portant les numéros 1 à 50,
- Monsieur Bernard FRANCOIS
A concurrence de 50 actions, portant les numéros 51 à 100,
- Monsieur Jean FRANCOIS
A concurrence de 50 actions, portant les numéros 101 à 150,
- Monsieur Michel FRANCOIS
A concurrence de 50 actions, portant les numéros 151 à 200,
- Monsieur Thomas DE GELAEN-FRANCOIS
A concurrence de 8 000 actions, portant les numéros 201 à 8 200,
- Mademoiselle Laura ROLLIN,
A concurrence de 410 actions, portant les numéros 8 201 à 8 610,

Total égal au nombre d'actions composant le capital social : 8 610.

ARTICLE 9 . MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Dans tous les cas, si l'opération fait apparaître des rompus, les actionnaires feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires.

1/ Augmentation de capital

Principe :

Le capital social peut être augmenté, de toutes les manières autorisées par la loi en vertu d'une décision collective extraordinaire des actionnaires, sur le rapport du président, prise aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires.

En cas d'augmentation de capital réalisée par voie d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, la décision collective des actionnaires doit être prise à l'unanimité.

Si l'augmentation de capital est réalisée pour partie ou en totalité, par des apports en nature, la décision de la collectivité des actionnaires constatant l'augmentation de capital et l'augmentation consécutive du capital ainsi que la modification des statuts, doit contenir l'évaluation de chaque apport, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné en justice sur requête du président.

En outre, une décision collective extraordinaire doit être prise pour toutes augmentations de capital, sauf si elle est effectuée par apport en nature, à l'effet de décider, sur le rapport de ses dirigeants, l'ouverture ou non à cette occasion du capital à ses salariés. En cas de non-respect, la procédure d'augmentation de capital est frappée de nullité.

Au surplus, tous les trois ans une décision collective extraordinaire doit être prise pour se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital si les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées représentant moins de trois pour cent du capital.

Droit préférentiel de souscription :

Chaque actionnaire a un droit préférentiel de souscription pour l'émission d'actions de numéraire. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre d'actions détenues. Toutefois, une décision collective extraordinaire peut supprimer ce droit de souscription. En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

2/ Réduction du capital

La réduction du capital pourra être décidée de la même façon.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital devant amener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, sauf si la société se transforme en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

La dissolution ne sera pas prononcée si une régularisation intervient au moment où statue le tribunal.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 10 . ACTIONS

Titre :

Les actions sont nominatives et négociables dans les conditions indiquées aux présentes.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Tout actionnaire peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. À ce document est annexée la liste mise à jour des actionnaires, l'identité du président et, le cas échéant, des autres organes sociaux.

Droits attachés aux actions :

Chaque action donne droit dans la répartition des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation, à une fraction proportionnelle au nombre d'actions existantes.

Par dérogation, les titres numérotés de 1 à 200 donneront vocation au versement d'un dividende prioritaire de 240,00€ par titre, et ce, dès le premier exercice.

Ce dividende prioritaire prendra fin à la clôture de l'exercice ouvert le 1er octobre 2026.

Droit de vote :

Chaque action donne le droit de participer aux décisions collectives des actionnaires et donne droit à une voix.

Usufruit - nue-propriété :

Le droit de vote s'exercera selon les modalités prévues à l'article 14 des présents statuts.

Indivisibilité des actions :

Chaque action est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs actions sont représentés auprès de la société dans les diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou les actionnaires. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en Justice, à la demande du plus diligent des indivisaires.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Libération des apports en numéraire :

Les actions souscrites en numéraire doivent être libérées, lors de leur souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans soit à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, soit à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions portera, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant des sanctions et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

MUTATION ENTRE VIFS OU PAR DECES

Formalités - Opposabilité :

1 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Après la dissolution de la société, elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

2 - La cession de ces actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, il doit être en outre signé par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou le maire de leur domicile, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement, transcrit sur le registre des mouvements, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

La société établit la liste des actionnaires avec indication du nombre d'actions détenues et du domicile déclaré par chacun d'eux, préalablement à toute décision collective et au moins une fois par trimestre.

Lors de chaque établissement de la liste, mention est portée sur le registre des mouvements, de la date de celle-ci, du nombre total des actions existantes et du nombre d'actions ayant fait l'objet de création, cession, mutation ou annulation depuis l'établissement de la dernière liste.

Domaine de l'agrément :

Toutes opérations, notamment toutes cessions, échanges, apports à société d'éléments isolés, donations, ayant pour but ou conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs actions entre toutes personnes physiques ou morales, à l'exception de celles qui seraient visées à l'alinéa qui suit, sont soumises, à peine de nullité, à l'agrément préalable de la société. Le tout sauf à tenir compte de ce qui peut être ci-dessus et ci-après stipulé en ce qui concerne l'inaliénabilité.

Cessions libres :

Toutefois, interviennent librement :

1°) les opérations entre actionnaires uniquement. Le tout sauf à tenir compte de ce qui peut être ci-dessus stipulé en ce qui concerne l'inaliénabilité.

2°) les transmissions à titre gratuit et à cause de mort au profit des descendants et conjoints qui interviendraient avant le 31 décembre 2027

A compter du 1er janvier 2028, ces cessions seront soumises à l'agrément préalable de la société.

Procédure :

L'opération projetée doit être portée à la connaissance du président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant le nombre d'actions cédées, le prix et les modalités de paiement, l'identité du ou des cessionnaires ou ayants-droit proposés, les conventions annexes : répartition des résultats, prise en compte de l'existence d'un compte-courant, garantie de passif.

Le président consultera, en la forme extraordinaire, sous huitaine, la collectivité des actionnaires.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires participant à la consultation, actionnaires présents ou représentés, le cédant ne prend pas part au vote. La participation effective de la moitié au moins des actionnaires est nécessaire sur première convocation.

Si le quorum n'est pas atteint, la décision sera prise à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés, sans quorum.

L'agrément résulte soit d'une notification soit du défaut de réponse plus de deux mois à partir de la date inscrite sur le récépissé de la lettre adressée au président.

Le défaut d'agrément doit être notifié dans le délai visé à l'alinéa précédent, sans que ce refus ait à être motivé. Ce refus du cessionnaire peut être assorti de la décision de céder aux mêmes conditions à un autre cessionnaire, actionnaire ou non, le cédant aura alors huit jours à compter de la notification dudit refus pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce à son projet de cession.

En outre, toujours dans le cas d'un refus d'agrément, les actions peuvent également être rachetées, avec l'accord du cédant, par la société qui est alors tenue de les annuler un mois au plus tard après l'acquisition. Le président sollicite cet accord par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les huit jours de la réception. A défaut de réponse dans ce délai, le cédant est réputé avoir accepté.

EXCLUSION

L'exclusion d'un actionnaire pourra s'effectuer par une décision extraordinaire unanime des actionnaires dûment motivée basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société, chacun des actionnaires acceptant aux termes mêmes des présentes de ne détenir alors qu'une seule voix et ce quelle que soit la proportion du capital social détenu par lui.

La décision enjoindra cet actionnaire de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'actionnaire exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'actionnaire susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception et ce afin qu'il puisse présenter aux autres actionnaires les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des actionnaires.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'actionnaire exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise et à défaut d'accord entre les parties, les frais et honoraires sont respectivement supportés par moitié par les anciens et nouveaux titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

RETRAIT D'ASSOCIE

Dans l'hypothèse où un associé désire céder la totalité de ses parts, mais sans n'avoir pu trouver d'acheteur, il pourra se retirer de la société avec le consentement des associés représentant au moins les deux tiers du capital social.

L'obtention de ce consentement permettra à cet associé de céder ses parts soit aux autres associés acceptants soit aux tiers désignés par eux soit à la société elle-même. Cette cession sera à la valeur actuelle des droits sociaux et, sauf convention contraire, le prix est payable comptant. En cas de désaccord sur les valeurs des parts, un expert sera désigné soit par les parties soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en référé et sans recours.

L'associé se retirant a droit de retirer par priorité et à charge de soulte s'il y a lieu, tout bien apporté par lui en nature et qui se trouve encore dans l'actif social.

Lorsqu'un associé a demandé à se retirer de la société conformément aux dispositions qui précèdent, les autres associés peuvent à l'unanimité décider de la dissolution anticipée de la société.

Le retrait d'un associé peut également être autorisé par décision de justice s'il est fondé sur de justes motifs.

ARTICLE 12. COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées par une décision collective des actionnaires prise en la forme ordinaire.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et le président ou les actionnaires.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 13. PRESIDENCE

Nomination :

La présidence est assurée par une personne physique ou morale, actionnaire ou non, nommée avec ou sans limitation de durée.

La nomination du président doit être effectuée soit par l'actionnaire unique soit par décision collective des actionnaires prise à la double majorité des voix et du nombre d'actions.

La durée de son mandat est fixée par la décision qui le nomme.

Pouvoirs à l'égard des tiers :

La société est représentée à l'égard des tiers par son seul président.

Dans les rapports avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Limitation de pouvoirs à l'égard des membres de la société :

Le président prend seul toutes les décisions non expressément attribuées à d'autres organes par la loi ou par les statuts.

Toutes ventes ou achats de biens immobiliers ou mobiliers sont soumis à une décision collective préalable des actionnaires, ainsi que tous emprunts et engagements.

Toutefois, pour faciliter le fonctionnement de la société, l'acquisition ou la cession de tous biens pourra librement avoir lieu par le président jusqu'à concurrence de la somme de cinquante mille euros (50.000,00 eur), et il pourra conclure tous crédits à concurrence de la même somme.

Si la société devient unipersonnelle, la présente limitation n'a plus vocation à s'appliquer. Elle redeviendra applicable en cas de retour à la pluralité d'actionnaires.

Délégation de pouvoirs :

Dans la mesure de ses pouvoirs définis ci-dessus, le président peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés. Cette délégation doit être faite par acte spécial déposé au Greffe.

Sûretés :

Les sûretés sur les biens de la société sont consenties en vertu de pouvoirs pouvant résulter des présents statuts, de délibérations ou délégations.

Rémunération :

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont les modalités de fixation et règlement sont déterminées par décision collective ordinaire des actionnaires.

Assiduité - concurrence :

Sauf à obtenir une dispense de la collectivité des actionnaires, le président est tenu de consacrer tout son temps et tous ses soins aux affaires sociales. Pendant l'accomplissement de son mandat, le président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

Obligations :

Le président est soumis aux obligations fixées par la loi et les règlements et notamment à l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion ainsi que - si les critères sont remplis - des documents comptables et financiers et des rapports visés aux articles L 232-2, L 232-3 et L 232-4 du Code de commerce.

Le président est tenu en outre de satisfaire aux diverses prérogatives du comité d'entreprise ou, à son défaut, des délégués du personnel. Le comité d'entreprise ou, à défaut, les délégués du personnel exercent dans les sociétés commerciales les attributions prévues aux articles L 422-4, L 432-5 du Code du travail.

Démission :

Le président peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sa démission ne sera effective qu'après un délai de préavis de trois mois courant à compter de l'envoi de la lettre recommandée.

Le président démissionnaire convoquera l'organe compétent pour désigner son successeur. Cet organe sera convoqué pour une date impérativement fixée dans les trente jours du délai de préavis. A défaut d'avoir effectué cette convocation, il restera en fonction jusqu'à la réunion de l'organe appelé à désigner son successeur.

Révocation :

Le président est révocable par le même organe et selon les mêmes règles de quorum et de majorité nécessaires à sa nomination. Le président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Il est également révocable par décision de justice pour cause légitime.

Directeur général :

Le ou les directeurs généraux et le ou les directeurs généraux délégués peuvent être des personnes physiques ou morales ayant ou non la qualité d'associé.

Un directeur général et plusieurs directeurs généraux délégués peuvent être nommés, sur proposition du président, à la majorité simple des actionnaires. La collectivité des actionnaires statue sur la nomination fixe la durée de celle-ci et sa rémunération éventuelle. Le directeur général est révocable à tout moment à la majorité simple des actionnaires.

Le directeur général est doté des pouvoirs les plus étendus pour assurer la direction interne de la société, la collectivité des actionnaires pourra, lors de sa désignation, et à titre de mesure interne, apporter les restrictions qu'elle jugera utiles aux pouvoirs de ce derniers. Il en ira de même pour les directeurs généraux délégués.

Le directeur général n'a pas le pouvoir légal de représenter la société.

Modification dans le contrôle d'un associé

Dans la mesure où un ou plusieurs associés sont des personnes morales, ils doivent, en cas de changement de majorité et ou d'objet ou de forme, notifier à la société les modalités et justificatifs de ces changements, et ce dans un délai de quinze jours de ceux-ci.

En cas de changement de contrôle de la personne morale tel que défini par l'article L 233-3 du Code de commerce, ou de changement d'objet ou de détenteurs de parts pouvant mettre en péril le présent pacte social, l'exclusion pourra être prononcée.

Pour se prononcer sur l'exclusion éventuelle, la société devra, dans le mois de la notification ci-dessus, engager la procédure d'exclusion selon la procédure et les effets décrits aux présentes. A défaut, la procédure d'exclusion pour ces motifs de changement ne pourra plus être introduite.

ARTICLE 14 . DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions à prendre collectivement sont les suivantes :

- Les ventes, acquisitions, emprunts ou engagements, sauf ceux pour lesquels le président a directement pouvoir tel qu'il peut être indiqué ci-dessus.
- Nomination, renouvellement et révocation du président de la société, du directeur général et des directeurs généraux délégués et fixation de leur rémunération.
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes.
- Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats.
- Extension ou modification de l'objet social.
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital.
- Augmentation des engagements de tous les actionnaires.
- Agrément des cessionnaires d'actions.
- Définition des conditions de retrait, de remboursement et rémunération des sommes versées en compte courant.
- Conventions réglementées sur le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.
- Adoption des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions.
- Fusion, scission, apport partiel d'actif.
- Transformation en une société d'une autre forme.
- Prorogation de la durée de la société.
- Dissolution de la société.
- Et les actes dont la conclusion est soumise à l'autorisation préalable de la collectivité des actionnaires.

Décisions collectives - décisions de l'actionnaire unique :

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix du président.

Les actionnaires peuvent valablement prendre une décision collective dans un acte dans la mesure où ce dernier porte le nom et la signature de l'ensemble des actionnaires, qu'ils soient présents ou représentés.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour toutes décisions si la convocation en est demandée par un ou plusieurs actionnaires dans les conditions définies ci-après à l'article « Droit de convocation » ci-après.

Au cas où le nombre des actionnaires serait réduit à un, l'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des actionnaires sous forme de décisions unilatérales.

Droit de convocation :

Les actionnaires sont convoqués par le président, à défaut, ils le sont par le commissaire aux comptes s'il existe.

En outre, un ou plusieurs actionnaires détenant la moitié des actions ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des actionnaires, le quart des actions, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout actionnaire peut, également, obtenir par ordonnance du président du de la Chambre commerciale du Tribunal de Grande Instance statuant en référé la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée.

Toute décision collective prise à la suite d'une convocation irrégulière peut être annulée. Toutefois, l'action en justice n'est pas recevable lorsque tous les actionnaires étaient présents ou représentés.

Mode de convocation :

Les convocations sont adressées aux actionnaires quinze jours au moins avant la réunion, et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celles-ci indiquent l'ordre du jour.

Lieu de convocation :

Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par le président.

Droit de communication - délai :

Quinze jours au moins avant la date de la réunion d'une l'assemblée, les documents suivants doivent être adressés à chaque actionnaire : le texte des résolutions proposées, le rapport du président, celui du commissaire aux comptes s'il existe.

Pendant ce délai, ces mêmes documents sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social.

En cas de consultation écrite, les mêmes documents sont adressés à chaque actionnaire qui dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception pour émettre son vote par écrit.

En outre, lorsqu'il s'agit de l'assemblée annuelle destinée à l'approbation des comptes, doivent être adressés à chaque actionnaire : l'inventaire, les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, et le rapport du commissaire aux comptes s'il existe.

Représentation :

Un actionnaire peut se faire représenter par son conjoint ou un autre actionnaire à moins que la société ne comprenne que deux époux ou deux actionnaires. L'actionnaire unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

Lorsque les actions sont frappées de saisie-arrêt ou sont données en nantissement, le débiteur reste actionnaire.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement protégés peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes actionnaires.

Les sociétés et autres personnes morales actionnaires sont représentées soit par leur représentant légal soit par toute personne physique qu'elles se seront substituées.

Comité d'entreprise :

Dans la mesure où il existe un comité d'entreprise, et conformément aux dispositions de l'article L. 432-6-1, II, du Code du travail, les décisions quelles que soient leurs formes, devront être prises dans le strict respect des prescriptions dudit article.

Deux membres du comité d'entreprise désignés en son sein peuvent assister aux assemblées d'actionnaires dans les conditions prévues par la loi et requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées des actionnaires. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toute délibération requérant l'unanimité des actionnaires.

Vingt-cinq jours au moins avant la date de l'assemblée, les demandes d'inscription des projets de résolution sont adressées par le membre du comité d'entreprise mandaté à cet effet au président qui les examine et en accuse réception par tout moyen faisant preuve de la notification, dans un délai de dix jours.

En application de la loi, le comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée en cas d'urgence.

Procès-verbaux :

Les procès-verbaux des décisions collectives doivent être établis sur un registre spécial sur des feuilles mobiles cotées et paraphées comportant les mentions suivantes : date et lieu de la réunion, nom et qualité du président, identité des actionnaires présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions qu'ils détiennent, les documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix, le résultat du vote.

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le président de séance. Les copies ou extraits sont valablement certifiés par le président ou éventuellement les liquidateurs.

Décisions ordinaires :

1 - Les décisions ordinaires sont celles à prendre par la collectivité des actionnaires qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a, entre autres pouvoirs, les suivants :

- approuver, modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis ;
- statuer sur la répartition et l'affectation du résultat en se conformant aux dispositions statutaires ;
- nommer ou révoquer le président et le ou les directeurs généraux.

2 - Les décisions ordinaires ne sont prises, sur première convocation, que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance dans le délai prescrit possèdent au moins le quart des actions ayant droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

Décisions extraordinaires :

1 - Sauf disposition contraire des présents statuts, la collectivité des actionnaires statuant en la forme extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

2 - Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris celles des actionnaires ayant voté par correspondance dans le délai prescrit.

Les décisions à prendre à la majorité des deux tiers des voix sont les suivantes :

- l'augmentation du capital ;
- l'amortissement du capital ;
- la réduction du capital ;
- la fusion, la scission ;
- la nomination ou la révocation du commissaire aux comptes ;
- les conventions réglementées ;
- les actes dont la conclusion est soumise à autorisation préalable.

3 - Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, la collectivité des actionnaires qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale.

En outre dans les décisions collectives extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire, et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans limitation, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions.

Décisions requérant l'unanimité des actionnaires :

- l'adoption et la modification des clauses statutaires visées aux articles L 227-13, L 227-14, L 227-16 et L 227-17 du Code de commerce ;
- l'augmentation des engagements de tous les actionnaires ;
- le transfert du siège social à l'étranger emportant changement de nationalité de la société ;
- la transformation en société en nom collectif ;
- le changement d'objet social ;
- la prorogation de la durée de la société ;
- la dissolution.

Conventions interdites :

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au président et aux dirigeants de la société dans les conditions déterminées par cet article. Elles ne s'appliquent pas aux conventions passées avec un simple actionnaire, même si celui-ci dispose d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%, ni celles passées avec une société contrôlant une société actionnaire de la S.A.S.

Conventions réglementées :

Le commissaire aux comptes s'il existe présente à la collectivité des actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

La collectivité des actionnaires statue sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul actionnaire, il est seulement fait mention sur le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises aux dispositions sus-visées. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, elles sont communiquées au commissaire aux comptes s'il existe. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

Démembrement des parts :

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement – usufruit d'une part et nue-propriété d'autre part – le droit de vote appartient à l'usufruitier, savoir :

1 – En matière d'assemblées générales ordinaires

Le droit de vote de l'usufruitier portera sur :

- L'approbation des comptes.
- L'affectation et la répartition des résultats.

Pour toutes ces décisions, le nu-propriétaire devra être également convoqué.

Le droit de vote appartiendra au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra être également convoqué.

Il – En matière d'assemblées générales extraordinaires

Le droit de vote appartiendra au nu-propiétaire pour toutes les décisions. Pour toutes ces décisions, l'usufruitier devra également convoqué.

En cas de transmission des titres dans le cadre des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts avec réserve d'usufruit, et par dérogation avec ce qui vient d'être indiqué ci-dessus, les droits de vote de l'usufruitier seront alors limités aux seules décisions concernant l'affectation des bénéfices.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX

ARTICLE 15. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le PREMIER OCTOBRE et se termine le TRENTE SEPTEMBRE de chaque année.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 16. COMPTES SOCIAUX - RÉSULTATS

Comptes sociaux :

La société procède à l'enregistrement des opérations sociales en conformité des prescriptions des articles L 123-12 et suivants du Code de commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire et les comptes annuels puis établissent le rapport de gestion, le rapport du commissaire aux comptes s'il existe. Ils établissent et publient, le cas échéant, les comptes consolidés ainsi que le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des actionnaires approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes s'il existe, et s'il y a lieu les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe.

Dans le mois de leur approbation par l'assemblée des actionnaires, la société est tenue de déposer en double exemplaire, au Greffe du Tribunal de Commerce, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés, les documents énoncés à l'article L 232-22 du Code de commerce.

En cas de refus d'approbation, une copie de la décision de refus est déposée dans le même délai.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la société, le dépôt dans le même délai, au registre du commerce et des sociétés, de l'inventaire et des comptes annuels dûment signés vaut approbation des comptes.

Résultats :

- Détermination : sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de cette fraction.

Le solde, diminué s'il y a lieu des sommes à porter à d'autres fonds de réserve en vertu de la loi, puis augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

- **Affectation** : après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables, l'assemblée détermine la part de celles-ci attribuée sous forme de dividende, ce dernier est toutefois prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable.

S'il y a lieu, l'assemblée affecte la part non distribuée du bénéfice distribuable de l'exercice dans les proportions qu'il ou elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux; qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».

Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées directement avec les réserves existantes.

Sous réserve que les résultats de la société le permettent, et après dotation de la réserve légale, l'assemblée générale devra mettre en distribution la somme de 48.000,00€ afin d'assurer le versement d'un dividende aux actions à dividende prioritaire numérotées de 1 à 200 et ce, jusqu'à la clôture de l'exercice de l'année 2026.

- **Mise en paiement des dividendes** : les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée des actionnaires ou, à défaut, par le président. Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prorogation de délai, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande du président.

ARTICLE 17. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société peut être exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires effectuant leur mission conformément à la loi dans la mesure où les dispositions contenues dans l'article L. 227-9-1 du Code de commerce ci-après littéralement rapporté reçoivent application :

« Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions prévues à l'article L. 227-9.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, deux des seuils suivants, fixés par décret en Conseil d'État : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés par actions simplifiées qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux alinéas précédents ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. »

La société est dispensée de désigner un commissaire aux comptes, cette dernière ne remplissant pas les critères fixés par décret par l'article L227-9-1 du code de commerce du code du Commerce et le décret 2009-234 du 25 février 2009, c'est-à-dire, ne dépassant pas deux des trois seuils suivants :

- 1.000.000€ de total de bilan
- 2.000.000€ hors taxe de chiffre d'affaire
- un nombre moyen de 20 salariés permanent employés au cours de l'exercice.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 18 : DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque actionnaire a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des actionnaires avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions.
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultats et les annexes.
- Les inventaires.
- Les rapports et documents soumis aux actionnaires à l'occasion des décisions collectives.
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des actionnaires représentés.

Chaque actionnaire bénéficie également d'un droit de communication à tout moment de Chiffre d'Affaire de l'exercice en cours et de la position de la trésorerie.

En application des dispositions de l'article L 227-11 du Code de commerce, tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 19 : TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Transformation :

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut s'effectuer sans délai sous réserve d'une décision prise collectivement par les actionnaires.

Dissolution :

La dissolution de la société intervient de plein droit au terme fixé pour sa durée.

Par décision de nature extraordinaire, la collectivité des actionnaires peut décider à tout moment de la dissolution anticipée ; ce sujet doit être évoqué lorsque les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes.

En outre, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société dans les circonstances suivantes :

- les capitaux propres étant inférieurs à la moitié du capital social, soit le président ou le commissaire aux comptes s'il existe n'a pas provoqué la décision collective des actionnaires visée ci-dessus dans les quatre mois de la constatation des pertes, soit les actionnaires n'ont pu valablement délibérer sur le même sujet, soit à défaut d'assainissement du bilan dans le délai et dans les conditions visées à l'article L 225-248 du Code de commerce ;

- en cas de réduction du capital social au-dessous du montant minimum légal du capital social.

Il est fait observer que la société n'est dissoute par aucun des événements susceptibles d'affecter l'un de ses actionnaires ou par la révocation d'un président qu'il soit actionnaire ou non.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution, qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Liquidation :

À l'expiration de la durée sociale ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est assurée par le président alors en fonction.

La liquidation de la société est effectuée conformément à l'article L 237-1 du Code de commerce.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des frais de liquidation et le remboursement aux actionnaires du montant nominal libéré et non amorti de leurs actions, est réparti entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

ARTICLE 20 . SORTIE FORCEE

Dans l'hypothèse où une perte serait révélée durant trois exercices sociaux consécutifs, l'unanimité des associés à l'exception d'un, peut décider de céder à une personne non associée les titres. L'associé n'ayant pas voté la vente des titres, sera alors obligé de vendre ses actions, et ce aux mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où aucune perte ne serait révélée, les associés pourront décider de la vente de l'ensemble des titres à la double majorité des voix et du nombre d'actions. L'associé n'ayant pas voté la vente des titres sera alors obligé de vendre ses actions, et ce aux mêmes conditions.

Dans l'hypothèse encore où l'un des comparants aux présentes venait à décéder avant le 1^{er} janvier 2028 et que ses héritiers soient devenus actionnaires de la présente société, ils auraient alors l'obligation de vendre à partir du 1^{er} janvier 2028 leurs actions à M. Thomas DE GELAEN ou à toute autre personne morale ou physique qu'il lui plaira de se substituer, moyennant un prix arrêté sur la base des seuls fonds propres.

ARTICLE 20 . ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les contestations relatives aux affaires sociales ou à l'interprétation ou à l'exécution des présents statuts, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les actionnaires et la société, conformément à la loi, sont soumises à la juridiction du tribunal de commerce compétent du lieu du siège social.

ARTICLE 21 . NON-CONCURRENCE – MANDAT A EFFET POSTHUME

Il est interdit à tous membres de la société, fondateurs ou non, dirigeants ou non :

- d'exercer toute activité en dehors de celle-ci qui pourrait se révéler concurrentielle ou déloyale envers ladite société ;
- d'établir un mandat à effet posthume en contradiction avec les dispositions des présentes.